

FACE AU DÉMANTÈLEMENT DE CE QUI RESTE DE L'ÉTAT NATIONAL

Un sursaut patriotique est possible

L'Algérie passe par une phase politique la plus difficile de son histoire depuis la crise de l'été 1962. Si les turbulences des années 1990 avec leurs lots de sang et de larmes furent une parenthèse vite fermée par les Algériens, grâce à leur mobilisation, il n'empêche que, cette fois-ci, le système tétanisé par le pouvoir personnel risque la cassure à cause d'aventuriers sans foi ni loi qui cherchent à se maintenir au pouvoir et à pomper la rente du peuple algérien, quitte à mettre le pays à feu et à sang.

Lorsque le Président promulguait la Charte pour la réconciliation nationale, il disait à ceux qui œuvraient à mettre l'Algérie en ruine que les équilibres nationaux en vigueur étaient tels qu'il ne pouvait pas leur offrir plus. Aujourd'hui, et malheureusement pour notre peuple, cette sagesse n'est plus de mise. Une oligarchie politico-financière qui avait profité des largesses du régime et qui a fini par le prendre en otage est en train de mener le pays vers une cassure fatale.

Sinon, comment expliquer l'offensive de cette oligarchie cimentée par l'argent sale, de surcroît illégitime, qui mène Saâdani par l'oreille, pour s'attaquer à ces mêmes équilibres qui devaient raisonnablement être maintenus pour consolider la stabilité du pays ?

La situation devient grave encore quand on sait que malgré les séismes ayant secoué le pays, l'institution militaire est restée unie et avait réussi à maintenir sa cohésion. C'est ce qui a sauvé l'Algérie du naufrage et de tous les complots ourdis contre l'Etat algérien indépendant.

Il est inutile de dire qu'aujourd'hui cette oligarchie a rendu par sa nuisance, les partis politiques obsolètes ou transformés en coquille vide, la classe politique à son service où le pouvoir de l'argent fait et défait ce qui est appelé de manière farfelue SOCIÉTÉ CIVILE.

Cette oligarchie politico-financière a réussi à squatter le parti libérateur du pays, le FLN, à apprivoiser le RND, comme il vient de polluer la sphère politique de la plus part des nouveaux partis créés. L'argent sale a également pollué les assemblées élues, à leur tête le Parlement avec ses deux chambres.

Jamais dans l'histoire de ce pays, y compris au temps du parti unique, l'Algérie n'a connu un Parlement aussi docile, voire soumis, anti-populaire, souillé par les rapaces de l'argent sale. En somme, un Parlement qui affiche une indifférence et un mépris total devant les scandales ayant ébranlé le pays, jusqu'à attenter à sa sécurité. Il est resté terriblement muet devant les scandales de Sonatarch 1 et 2 de Chakib Khelil — devenu d'après Saâdani, un patriote intègre et propre, n'en déplaît à la justice italienne —, devant celui de l'autoroute Est-Ouest, celui des barrages et surtout les privatisations entachées d'irrégularités de Temmar.

Ce Parlement récidive encore, en affichant une attitude criminelle face aux évènements sanglants de Oued Mizab (Ghardaïa).

Il est resté insensible, lui qui formellement représente le peuple, aux cris de

En somme, un Parlement qui affiche une indifférence et un mépris total devant les scandales ayant ébranlé le pays, jusqu'à attenter à sa sécurité. Il est resté terriblement muet devant les scandales de Sonatarch 1 et 2 de Chakib Khelil — devenu d'après Saâdani, un patriote intègre et propre, n'en déplaît à la justice italienne —, devant celui de l'autoroute Est-Ouest, celui des barrages et surtout les privatisations entachées d'irrégularités de Temmar.

détresse d'une population qui s'entredéchirait. Devant une telle déliquescence des institutions de la République, au point où le lieu symbolique de l'Etat algérien indépendant, à savoir la présidence de la République, est devenu une simple annexe d'un pouvoir qui s'exerce ailleurs, du fait de la maladie du Président. Les institutions de la République semblent plongées dans une léthargie mortelle, à telle point que le pouvoir réel s'exerce dans des salons fermés par une poignée d'hommes soucieux de gonfler leurs comptes bancaires à l'intérieur et surtout à l'extérieur du pays et décidés à y rester coûte que coûte même s'il faut plonger le pays dans les ténèbres d'une guerre

civile. Cette oligarchie politico-financière détient des sphères entières du pouvoir réel, en nommant des procureurs, des walis, voire même des ministres, au point qu'on dit maintenant que tel wali ou ministre est nommé par tel homme d'affaires. En voulant réduire l'influence pesante de la caste des généraux, Bouteflika a fini par livrer l'Algérie, pieds et poings liés, à une oligarchie financière à la fois servile et arrogante, arriviste et prédatrice. Une oligarchie anti-nationale et coupée du peuple sans foi ni loi qui œuvre maintenant à s'accaparer de la totalité du pouvoir.

Il est certain que ce n'était pas le Président qui voulait le 3^e mandat, d'où la violation très tardive de la Constitution en 2008, et il est plus que certain, vu son âge et sa maladie, qu'il n'est pas désireux du 4^e mandat en 2014, mais les vautours qui l'entourent et les courtisans incompetents et serviles font la pression pour prolonger le cauchemar des Algériens.

Cette situation, compte tenu de la gravité de l'heure, nous recommande et même nous intime l'ordre de procéder à la création d'un large rassemblement des forces patriotiques, des forces vives de la nation, derrière un projet porté par des hommes convaincus pour imposer une alternative qui transforme enfin l'esprit de Novembre en actes, en consolidant la séparation des pouvoirs et surtout donner à la justice son indépendance totale en tant que pouvoir judiciaire en renforçant les outils de lutte contre la corruption et le gaspillage, la Cour des comptes et l'IGF. Il est urgent aussi de redonner au Parlement son pouvoir et le libérer

enfin des griffes du pouvoir exécutif à travers son rôle de législateur et contrôleur du travail du gouvernement. Cet esprit permettra enfin d'instaurer l'Etat de droit, en conjuguant démocratie, liberté, justice sociale et la culture de citoyenneté et en garantissant le pluralisme et l'égalité avec des règles du jeu claires et acceptées par tous.

Le péril est en la demeure. Il ne reste aux forces vives et patriotiques de la nation que la riposte. Les conditions objectives d'une telle riposte sont là. Cette riposte politique et pacifique est possible aujourd'hui.

Le changement pour la sauvegarde de l'Etat nation, fruit majeur de notre glorieuse guerre de Libération, ne peut pas venir des attitudes passives et de la politique de la chaise vide. Ne pas participer à cette dynamique du changement qui se dessine et qui est à notre portée, c'est aider les forces de l'argent sale et du statu quo à maintenir leur domination sur les institutions de la République.

S'éparpiller en multipliant les candidatures est aussi nocif, voire mortel au projet du changement et de la sauvegarde de la République. Les tenants du statu quo jubilent déjà en annonçant près d'une centaine de candidatures à la présidentielle.

Les chances de voir l'oligarchie politico-financière vaincue sont dans le rassemblement effectif de toutes les forces saines de la nation, qu'elles soient à l'intérieur du système ou dans l'opposition derrière un projet sérieux de changement, un projet patriotique et salvateur pour notre pays.

Il ne suffit plus de dénoncer la non-gouvernance qui caractérise le pouvoir actuel, mais il est urgent d'agir pour sauver l'Etat national du démantèlement programmé.

Les violations flagrantes de nos institutions et la volonté manifeste de l'oligarchie politico-financière, qui s'est autoproclamée propriétaire de l'Algérie, à vouloir procéder à une succession monarchique du pouvoir dans notre pays, nous obligent tous à agir contre un éventuel coup de force, qui ne dit pas son nom.

Aujourd'hui, la question essentielle qui devrait tant nous préoccuper tous, en ces heures graves que traverse notre pays, ne devrait plus être une querelle entre les partisans démocrates, nationalistes et autres, mais plutôt, celle de parvenir à les fédérer tous, ainsi que les autres patriotes de notre pays épris de justice, de démocratie, de liberté, de paix, de progrès économique

**Par Haider Bendrihem
habendri57@yahoo.fr**

et social pour dire à cette oligarchie, domestiquez tous les partis que vous pouvez et prenez tout l'or du Trésor public, mais, il est hors de question de vous laisser anéantir l'Etat national indé-

pendant, fruit des sacrifices du peuple algérien.

Plus on retarde le changement, plus les ajustements seront plus douloureux et désastreux que ce soit politique, économique ou social.

L'état de délabrement et de vétusté, ayant atteint un niveau dramatique insoupçonné, nécessitera, tout naturellement, des efforts et des sacrifices inouïs de tous les patriotes

conscients du rôle qui est le leur, dans de pareilles situations.

Nos dirigeants et tout particulièrement ceux qui ont participé à la guerre de Libération ne veulent pas comprendre qu'ils ont accompli leur devoir en participant à une noble mission qui est celle de restituer au peuple sa souveraineté. Il est temps qu'ils comprennent par contre qu'ils ne sont ni les détenteurs d'un acte de propriété de la terre, ni celle de la population. C'est ce type de mentalité et de mode de gestion qui ont gouverné le pays depuis 50 ans, une gouvernance qui a montré ses limites et qui a mené le pays à la dérive. Aujourd'hui, la démocratie, les libertés, la justice et la transparence dans la gouvernance remplacent les intrigues, la soumission au pouvoir personnel et les tractations secrètes que les clans du pouvoir ont toujours activées pour sauver la peau du régime ou se maintenir au pouvoir.

La sonnette d'alarme étant tirée, depuis un bon moment, l'heure n'est plus donc aux calculs politiques étroits, ni aux ambitions démesurées, ni encore à l'indifférence et l'attentisme. Il faut agir. L'opportunité s'offre déjà à nous, en se mobilisant derrière un projet de changement dans la sérénité le 17 avril prochain.

Le Président actuel, même malade, peut faire un dernier geste, un geste ultime, lui qui martelait le

long de ses mandats présidentiels qu'il était venu pour instaurer la paix et la réconciliation entre les Algériens. Il est interpellé, en tant que premier magistrat de ce pays, de garantir le bon déroulement des prochaines élections et éviter ainsi à notre pays une situation anarchique qui menace la cohésion de la nation, en sommant le gouvernement à la partialité et les aventuriers à mettre un bémol à leur activité subversive.

Ce geste salvateur pour le pays, lui permettra une sortie honorable et la gratitude du peuple algérien.

H. B.